



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché ( avis rectificatif )

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-22692>

Département(s) de publication : **78**

Annonce n° **24-22692**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accord-cadre pour le déploiement et installation de dispositifs de vidéoprotection pour la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (CCHVC) (78)

**Description** : La présente consultation a pour objet un accord-cadre mono-attributaire pour le déploiement et installation maintenance de dispositifs de videoprotection pour les communes des Yvelines adhérentes au groupement de commandes du présent marché à savoir : Choisel, Dampierre, Mesnil-Saint-Denis, Levis-Saint-Nom, Milon-la-Chapelle, Saint Forget, Senlisse et Saint-Lambert-des-Bois (78). L'accord-cadre mono-attributaire est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 ET R2161-2 A R2161-5 du code de la commande publique. Visite de site obligatoire - Fourniture d'une attestation sur l'honneur d'une visite sur site de l'entreprise à joindre à l'offre

**Identifiant de la procédure** : 8e6abd5b-f112-410b-b6a7-9baeecbbb4cf

**Identifiant interne** : 2024-AC VIDEO

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : No

### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 35125000 Système de surveillance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 32323500 Système de surveillance vidéo

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 35120000 Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50343000 Services de réparation et d'entretien de matériel vidéo

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 51314000 Services d'installation de matériel vidéo

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (Cchvc)

**Ville :** Dampierre-En-Yvelines

**Code postal :** 78720

**Subdivision pays (NUTS) :** Yvelines ( FR103 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 500,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0000

**Titre :** Accord-cadre pour le déploiement et installation de dispositifs de vidéoprotection pour la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (CCHVC) (78)

**Description :** La présente consultation a pour objet un accord-cadre mono-attributaire pour le déploiement et installation maintenance de dispositifs de videoprotection pour les communes des Yvelines adhérentes au groupement de commandes du présent marché à savoir : Choisel, Dampierre, Mesnil-Saint-Denis, Levis-Saint-Nom, Milon-la-Chapelle, Saint Forget, Senlisse et Saint-Lambert-des-Bois (78). L'accord-cadre mono-attributaire est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 ET R2161-2 A R2161-5 du code de la commande publique. Visite de site obligatoire - Fourniture d'une attestation sur l'honneur d'une visite sur site de l'entreprise à joindre à l'offre

**Identifiant interne :** F-PF-1419266

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 35125000 Système de surveillance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 32323500 Système de surveillance vidéo

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 35120000 Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50343000 Services de réparation et d'entretien de matériel vidéo

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 51314000 Services d'installation de matériel vidéo

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (Cchvc)

**Ville :** Dampierre-En-Yvelines

**Code postal :** 78720

**Subdivision pays (NUTS) :** Yvelines ( FR103 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** Le présent accord-cadre est mono-attributaire, il sera exécuté au moyen de bons de commande notifiés à la survenance des besoins, conformément aux dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les prestations seront réglées par application des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (Bpu) aux quantités réellement exécutées. Montant minimum annuel Ht de l'accord-cadre : sans minimum Montant maximum annuel Ht de l'accord-cadre : 500 000 euro(s)L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique, pour une durée d'un an reconductible 3 fois, chaque reconduction faisant courir une période d'un an ; soit une durée maximale de 4 ans. L'accord-cadre n'est pas alloti au sens de l'article L2113-10 du Code de la commande publique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches au sens de l'article R2113-4 du code de la commande publique. Les candidats sont tenus de répondre à la solution de base décrite dans le dossier de consultation. Il est imposé aux candidats de proposer 3 variantes concernant le matériel proposé avec des matériels équivalents esthétiquement, fonctionnellement et techniquement. Ces variantes doivent être traitées séparément de la solution de base. L'accord-cadre ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles. En application de l'article R2161-5 du code de la commande publique, il ne peut y avoir de négociation avec les candidats en procédure d'appel d'offres. Il est seulement possible

de leur demander de préciser la teneur de leur offre. Le dépôt des questions /renseignements complémentaires devra impérativement se faire sur la plateforme Aws, Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de besoin, à apporter des modifications non substantielles aux documents de la consultation au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. En cas de procédure formalisée, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique (incluse dans le Dc1 joint au dossier de la consultation, case à cocher par le candidat)

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise. - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Pertinence de l'organisation retenue et méthodologie d'intervention : - Moyens humains et matériels affectés au projet (10 points) - Description détaillée du mode opératoire pour le déploiement des installations et des travaux (10 points) - Planning d'exécution des installations (10 points)

Pondération (points, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Qualité du matériel et de la solution proposée

Pondération (points, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Qualité des modes opératoires de la maintenance et du service après-vente

Pondération (points, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type** : Coût

**Description** : Prix des prestations

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : FRA

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1419266>,

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1419266>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 29/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 4 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 29/03/2024 à 14:00

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif inter-départemental de règlement amiable des différends ou litiges

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Versailles

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Avenue-Web Systèmes

**Numéro d'enregistrement :** 443928874

**Ville :** Seyssinet-Pariset

**Code postal :** 38170

**Pays :** France

**Adresse électronique :** publications-joue@aws-france.com

**Téléphone :** +33480041260

**Rôles de cette organisation :**

**TED eSender**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse

**Numéro d'enregistrement** : 20003317300028

**Adresse postale** : 9 Grande Rue

**Ville** : Dampierre-en-Yvelines

**Code postal** : 78720

**Pays** : France

**Point de contact** : Grignon Anne

**Adresse électronique** : cchvc78@orange.fr

**Téléphone** : 0130528383

**Adresse internet** : <https://marches-publics.info/>

**Profil de l'acheteur** : <https://marches-publics.info/>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Chef de groupe**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Versailles

**Numéro d'enregistrement** : 354595

**Adresse postale** : 56 avenue de Saint Cloud

**Ville** : Versailles

**Code postal** : 78011

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-versailles@juradm.fr

**Téléphone** : 0139205400

**Télécopieur** : 0139205487

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Comité consultatif inter-départemental de règlement amiable des différends ou litiges

**Numéro d'enregistrement** : 498376

**Adresse postale** : 5, Rue Leblanc

**Ville** : Paris Cedex

**Code postal** : 75911

**Pays** : France

**Point de contact** : Préfecture de la Région Ile-de-France

**Adresse électronique** : ccira@paris-idf.gouv.fr

**Téléphone** : 0182524267

**Télécopieur** : 0182524295

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE

**Numéro d'enregistrement** : 1630622

**Adresse postale** : 9 Grande Rue

**Ville** : Dampierre-en-Yvelines

**Code postal** : 78720

**Pays** : France

**Point de contact** : Mme Anne Grignon - Présidente

**Adresse électronique** : ivinconneau@cchvc.fr

**Téléphone** : 0130528383

**Profil de l'acheteur** : <https://marches-publics.info/>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

## Section 10 - Modification

**Version de l'avis antérieur à modifier** : 5f60fd47-7a36-4c71-b34e-091e6c674366-01

### 10.1 Modification

**Description des modifications** : Quantité ou étendue : Au lieu de Valeur estimée hors Tva : 500 000,00 euro(s), lire Valeur estimée hors Tva : 1 400 000 euro(s)

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 29ae2aad-a4bd-411e-b599-774564193478 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 22/02/2024 à 19:14

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

## 11.2 Informations relatives à la publication

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/02/2024